



Numéro PPQ/9407

jeudi 12 mars 2015

Les grands titres:

- Quatre ans de guerre : l'ONU appelle à aider les Syriens à s'extirper de ce « cauchemar »
- A l'ONU, l'actrice Geena Davis dénonce le manque de personnages féminins dans les divertissements pour enfants
- L'OMS publie ses premières directives sur le traitement de l'hépatite B
- Le HCR dévoile des propositions ambitieuses pour une action européenne en mer Méditerranée
- Haïti : le gouvernement et l'ONU lancent un appel de fonds de 401 millions de dollars
- Somalie : l'envoyé de l'ONU condamne une attaque meurtrière à Baidoa

Quatre ans de guerre : l'ONU appelle à aider les Syriens à s'extirper de ce « cauchemar »



12 mars - Alors que la guerre en Syrie entre dans sa cinquième année, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé jeudi la communauté internationale à ne pas abandonner les Syriens et à aider trouver une solution politique pour mettre fin à ce conflit.

« Les Syriens se sentent de plus en plus abandonnés par le monde alors qu'ils entrent dans la cinquième année d'une guerre qui déchire leur pays. Ils continuent, ainsi que leurs voisins, de souffrir sous les yeux d'une communauté internationale, toujours divisée et incapable de prendre des mesures collectives pour arrêter le massacre et la destruction », a

dit le chef de l'ONU dans une déclaration à la presse.

Selon lui, il est impératif de mettre fin au conflit syrien « si nous voulons éteindre les feux de l'extrémisme violent et du sectarisme qui se répandent dans toute la région ».

« L'Organisation des Nations Unies continue de fournir tous les jours une assistance au peuple syrien pour sauver des vies. A Alep, l'Envoyé spécial (Staffan) de Mistura travaille sans relâche pour parvenir à une suspension de l'utilisation d'armes lourdes afin que l'ONU puisse fournir davantage d'aide humanitaire à la population assiégée de la ville », a ajouté M. Ban.

Le Secrétaire général a indiqué qu'il allait présider plus tard en mars une conférence internationale de bailleurs de fonds au Koweït pour recueillir des fonds pour aider les Syriens et les pays de la région qui supportent un lourd fardeau en accueillant des millions de réfugiés syriens.

Le chef de l'ONU a rappelé que l'aide humanitaire ne suffit pas à soulager les souffrances, ni à arrêter la guerre. « Pour cela, une solution politique à ce conflit insensé est nécessaire. J'appelle la communauté internationale à s'unir et à apporter son plein soutien aux efforts de l'ONU pour forger une transition politique dirigée par les Syriens, inclusive, fondée sur le communiqué de Genève, et qui réponde aux aspirations du peuple syrien en matière de liberté, de dignité et de justice », a-t-il dit. Il a ajouté qu'il incombait également aux parties syriennes elles-mêmes, notamment le Président Bachar al-Assad, de prendre des mesures décisives pour mettre fin à l'effusion de sang et commencer un processus politique.

« Nous avons l'obligation envers le peuple syrien de faire en sorte que les crimes graves commis au cours des quatre dernières années ne restent pas impunis », a-t-il conclu, invitant le Conseil de sécurité des Nations Unies à prendre des mesures résolues pour résoudre cette crise. « Nous ne pouvons pas esquiver cette responsabilité collective », a-t-il ajouté.

De leur côté, les agences humanitaires onusiennes ont appelé jeudi la communauté internationale à accroître son assistance aux millions de réfugiés qui ont fui les affrontements et à aider les Syriens à se sortir de ce « cauchemar de souffrances ».

Selon l'ONU, plus de 200.000 personnes ont été tuées depuis le début de la crise en Syrie en mars 2011. Quelques 12,2 millions de personnes ont maintenant besoin d'aide humanitaire, et plus de 11 millions ont été forcées de fuir leurs maisons. Des millions d'enfants syriens souffrent de traumatismes et de problèmes de santé, et plus de la moitié des hôpitaux de la Syrie ont été détruits.

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont réclamé jeudi des fonds pour aider les Syriens à se sortir de ce cauchemar. Selon ces agences humanitaires, le conflit syrien est la « pire crise humanitaire de notre époque » et « devrait susciter un grand élan de solidarité mondiale, et non pas une baisse de l'aide ».

Selon l'UNICEF, davantage d'investissements sont nécessaires pour aider les 14 millions de jeunes adolescents souffrant des conflits qui ravagent la Syrie et une grande partie de l'Iraq. En Syrie, la situation de plus de 5,6 millions d'enfants dans le pays reste particulièrement désespérée. Cela inclut près de deux millions d'enfants qui vivent dans des zones largement coupées de l'aide humanitaire en raison des combats ou d'autres facteurs. Environ 2,6 millions d'enfants syriens ne vont pas à l'école.

« Alors que la crise entre dans sa cinquième année, cette génération de jeunes risque d'être perdue dans ce cycle de violence et de répéter pour la prochaine génération ce qu'ils ont souffert », a déclaré le Directeur général de l'UNICEF, Anthony Lake, dans un communiqué à la presse.

Près de deux millions d'enfants syriens vivent en tant que réfugiés au Liban, en Turquie, en Jordanie et dans d'autres pays voisins. En Iraq, environ 2,8 millions d'enfants ont été déplacés de force, beaucoup d'entre eux pris au piège dans les zones sous le contrôle des groupes armés.

« Pour les enfants les plus jeunes, cette crise est tout ce qu'ils ont connu », a déclaré M. Lake. « Pour les adolescents entrant leurs années de formation, la violence et la souffrance ont non seulement marqué leur passé; elles façonnent leur avenir ».

Selon le HCR, sans solution politique au conflit en vue, la plupart des 3,9 millions de réfugiés syriens en Turquie, au Liban, en Jordanie, en Iraq et en Egypte ne voient aucune perspective de revenir chez eux dans un avenir proche, et ont rarement la possibilité de redémarrer leur vie en exil alors que nombre d'entre eux vivent dans des logements précaires et dans la pauvreté.

« Après des années d'exil, l'épargne des réfugiés est depuis longtemps épuisée et un nombre croissant ont recours à la mendicité, à la prostitution de survie et au travail des enfants. Les familles de la classe moyenne avec des enfants survivent à peine dans la rue : un père de famille a expliqué que la vie de réfugié, c'est comme être coincé dans des sables mouvants, chaque fois que vous bougez, vous vous enfoncez un peu plus », a dit le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, António Guterres.

« Avec les appels humanitaires systématiquement sous-financés, il n'y a tout simplement pas assez d'aide pour répondre aux besoins colossaux, ni assez de soutien au développement pour les pays d'accueil qui craquent sous la pression de tant de réfugiés », a-t-il ajouté.

Face aux préoccupations croissantes en matière de sécurité et un soutien international insuffisant, plusieurs voisins de la Syrie ont pris des mesures ces derniers mois pour endiguer le flux de réfugiés, qu'il s'agisse de nouvelles réglementations aux frontières aux exigences plus lourdes et plus complexes pour prolonger son séjour. Beaucoup de gens risquent leur vie pour se rendre à l'Europe.

Pour sensibiliser le public à la situation désastreuse des Syriens, l'ONU a lancé une campagne sur les médias sociaux intitulée #WhatDoesItTake pour encourager le public, les Etats membres et la communauté internationale à exprimer leur frustration et appeler à aider les Syriens.

Les gens peuvent participer en prenant une photo d'eux-mêmes avec le slogan #WhatDoesItTake puis la poster sur Facebook, Twitter ou Instagram en utilisant le hashtag. Toutes les images seront capturées sur le site de la campagne www.syria-whatdoesittake.org

A l'ONU, l'actrice Geena Davis dénonce le manque de personnages féminins dans les divertissements pour enfants



12 mars - A l'occasion d'une manifestation consacrée à la représentation des femmes dans les médias jeudi au siège de l'ONU à New York, l'actrice Geena Davis a dénoncé le manque de personnages féminins dans les divertissements pour les enfants dans les médias.

L'actrice, qui a fondé l'Institut Geena Davis sur le genre dans les médias, a souligné que les données scientifiques montraient des résultats « inquiétants » sur le fait qu'il y a peu de personnages féminins dans les films et programmes télévisés à vocation familiale destinés aux enfants âgés de moins de 11 ans.

Selon Mme Davis, qui est connue notamment pour avoir joué dans le film « Thelma et Louise », le message que les enfants reçoivent à travers les médias de divertissement consiste en des personnages féminins « hyper-sexualisés » jugés sur leur apparence.

« Si nous ajoutions des personnages féminins au rythme des 20 dernières années, nous arriverions à la parité dans 700 ans », a dit Mme Davis, ajoutant qu'elle croyait que la parité entre les sexes dans les médias de divertissement pour enfants pouvait être atteinte beaucoup plus rapidement, peut-être même en sept ans.

D'après elle, les enfants reçoivent un message à travers les médias de divertissement selon lequel les femmes et les filles sont des citoyens de seconde classe.

La manifestation à laquelle participait Mme Davis s'est déroulée en marge de la session annuelle de la Commission de la condition de la femme et avait pour but de promouvoir l'égalité des sexes dans et à travers les médias.

La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a noté de son côté, dans un discours lu par un de ses collaborateurs, que les femmes représentaient « juste un tiers des journalistes, et un quart des responsables dans les médias ».

« Seulement un quart des personnes interrogées, entendues, vues ou lues dans les médias sont des femmes », a-t-elle souligné. « Il faut corriger ce déséquilibre ».

Mme Bokova et la Directrice exécutive d'ONU-Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, qui a co-organisé la manifestation avec l'UNESCO, ont convenu qu'il fallait changer les stéréotypes concernant les femmes.

L'OMS publie ses premières directives sur le traitement de l'hépatite B



Dépistage de l'hépatite au Togo. Photo: IRIN/Isidore Akollor

12 mars - L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a publié jeudi ses premières directives sur le traitement de l'hépatite B chronique, une infection virale qui se transmet par le sang et les liquides biologiques, attaque le foie et provoque selon les estimations 650.000 décès par an, pour la plupart dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

Dans le monde, quelque 240 millions de personnes ont une infection chronique par le virus de l'hépatite B, avec les taux les

plus élevés en Afrique et en Asie. Elles courent un risque accru de mourir de cirrhose ou de cancer du foie.

Il existe des médicaments efficaces pour éviter aux porteurs du virus de développer ces affections et leur permettre de vivre plus longtemps. Mais la plupart de ceux qui ont besoin de ces médicaments ne peuvent pas y avoir accès ou ne peuvent obtenir qu'un traitement de qualité inférieure. L'une des raisons en est l'absence d'orientations claires, fondées sur des bases factuelles et destinées aux pays (en particulier à revenu faible ou intermédiaire) pour savoir qui traiter et quels médicaments utiliser.

« Un certain nombre de facteurs doivent être pris en compte pour déterminer ceux qui ont besoin du traitement contre l'hépatite B », explique le Dr Stefan Wiktor, qui dirige à l'OMS le programme mondial de lutte contre l'hépatite. « Ces nouvelles lignes directrices, qui donnent des recommandations thérapeutiques basées sur des tests simples et peu coûteux, aideront les cliniciens à prendre les bonnes décisions. »

Les directives de l'OMS présentent une approche simplifiée pour soigner les sujets porteurs d'une hépatite B chronique, en particulier en situation de ressources limitées. Elles couvrent tout l'éventail des soins, depuis la détermination de ceux qui ont besoin du traitement au suivi sur le long terme, en passant par les médicaments à employer.

L'agence onusienne recommande ainsi : l'utilisation de quelques tests simples, non invasifs, pour évaluer le stade de l'affection hépatique afin d'aider à identifier ceux qui ont besoin d'être traités; la priorité du traitement pour ceux qui ont une cirrhose, le stade le plus avancé de l'affection hépatique; l'utilisation de deux médicaments sûrs et très efficaces, le ténofovir ou l'entécavir, pour le traitement de l'hépatite B chronique; et le contrôle régulier par des tests simples pour le dépistage précoce du cancer du foie, pour évaluer si le traitement marche et s'il peut être arrêté.

Les besoins spécifiques de certains groupes, comme les sujets co-infectés avec le VIH, les enfants et les adolescents, les femmes enceintes, doivent également être pris en compte.

Les deux médicaments recommandés sont déjà disponibles dans de nombreux pays sous forme de médicaments génériques et ils sont donc relativement peu coûteux, parfois pas plus de 5 dollars par personne et par mois. « Comme le traitement est à vie dans un très grand nombre de cas, il est important que les patients puissent avoir accès à ces médicaments au prix le plus bas possible », indique le Dr Wiktor.

Un certain nombre de pays commencent à développer des programmes de traitement de l'hépatite B et ce document nouvellement publié donne aussi des orientations sur l'organisation des services de soins et de traitement pour cette maladie. « Par exemple, les pays doivent réfléchir aux moyens d'améliorer l'accès aux médicaments et de dispenser des soins de qualité qui s'appuient sur les services et personnels existants », déclare le Dr Philippa Easterbrook, du programme mondial OMS de lutte contre l'hépatite.

Le traitement peut prolonger la vie de ceux qui sont déjà infectés, mais il est également important d'axer les efforts sur la prévention des nouvelles infections. L'OMS recommande de vacciner tous les enfants contre l'hépatite B, en administrant la première dose à la naissance. Certains pays, notamment en Asie, ont diminué la fréquence de l'hépatite B chez l'enfant en

instaurant la vaccination universelle. Le défi consiste désormais à étendre l'action de façon à protéger tous les enfants du monde contre ce virus.

La réutilisation du matériel médical, notamment des seringues, est une autre voie d'infection. L'OMS a récemment publié une nouvelle politique sur la sécurité des injections et celle-ci aidera également à prévenir de nouveaux cas d'infection par le virus de l'hépatite B. Elle appelle à l'utilisation, dans le monde entier, des seringues «intelligentes» pour éviter la réutilisation des seringues et des aiguilles.

Le HCR dévoile des propositions ambitieuses pour une action européenne en mer Méditerranée



12 mars - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a envoyé une série de propositions concrètes à l'Union européenne pour gérer les problèmes posés par les milliers de réfugiés et de migrants qui risquent leur vie en tentant de rejoindre l'Europe chaque année.

Ces propositions, faites par le Haut-Commissaire pour les réfugiés António Guterres dans une lettre à l'Union européenne, font partie de l'Initiative du HCR pour la mer Méditerranée centrale (CMSI) qui vise à encourager un large débat entre la Commission européenne, les

Etats européens et d'autres parties prenantes concernées pour répondre aux problèmes de la migration mixte en mer Méditerranée et pour sauver des vies.

« Nous proposons à l'Union européenne et aux pays d'Europe un certain nombre de solutions audacieuses et novatrices afin de relever les défis de la migration mixte en mer Méditerranée et de réduire les pertes en vies humaines en mer », a déclaré le directeur du HCR pour l'Europe, Vincent Cochetel.

Cette année, environ 470 personnes ont déjà trouvé la mort ou sont portées disparues en mer Méditerranée, contre 15 à la même période l'année dernière.

« Prolonger encore le statu quo n'est pas une option », a averti M. Cochetel, « l'inaction pour répondre à ces problèmes est synonyme d'encore davantage de pertes en vies humaines. »

Les nouvelles propositions du HCR comprennent l'établissement d'une opération européenne robuste pour la recherche et le sauvetage en mer Méditerranée, une opération similaire à l'opération italienne Mare Nostrum qui a pris fin l'année dernière. Il y a également la mise en place d'un système européen visant à verser des compensations aux compagnies maritimes pour les pertes subies pendant le sauvetage de personnes en détresse en mer.

Le HCR exhorte également l'Union européenne à explorer des solutions pour répondre aux problèmes une fois que les réfugiés arrivent en Europe, afin de leur assurer un soutien suffisant et d'éviter à quelques pays de devoir en assumer seuls la responsabilité principale.

Actuellement, la plupart des personnes en quête de sécurité en Europe arrivent dans quelques Etats à la frontière extérieure de l'UE. Parallèlement, un petit nombre de pays, principalement l'Allemagne et la Suède, reçoivent la majorité des demandes d'asile. Pour remédier à ce déséquilibre, une solidarité intra-européenne est nécessaire. Des pays comme l'Italie et la Grèce devraient bénéficier d'un appui pour accueillir les demandeurs d'asile et examiner leurs demandes d'asile. De plus, le HCR propose un projet pilote pour le transfert des réfugiés syriens, secourus en mer en Grèce et en Italie, vers différents pays de l'Europe. Ce projet pilote est basé sur un système de répartition équitable.

Actuellement, l'Allemagne et la Suède à elles seules ont reçu environ 56% de toutes les demandes d'asile de la part de Syriens depuis le début du conflit. Ce projet pilote vise à mieux répartir les Syriens reconnus en tant que réfugiés parmi tous les pays de l'UE et à contribuer également à réduire le risque de traite et d'exploitation lié aux mouvements secondaires actuels au sein de l'UE.

Pour les demandeurs d'asile, la réglementation Dublin, qui définit la responsabilité de l'Etat pour l'examen des demandes d'asile, devrait être pleinement mise en œuvre, y compris en utilisant tous les outils disponibles, comme le regroupement familial, les enfants non accompagnés et le recours au pouvoir discrétionnaire dans certains cas de liens familiaux plus éloignés ou d'autres besoins. Ces outils ont été conçus par les Etats de l'UE et devraient être utilisés efficacement.

Le conflit en Syrie entre dans sa cinquième année avec près de quatre millions de réfugiés, principalement dans les pays voisins et il est impératif d'accroître les possibilités juridiques pour que les réfugiés syriens puissent trouver une protection en Europe. Le HCR appelle les pays européens à s'engager davantage pour accueillir des réfugiés dans le cadre de programmes de réinstallation durables et à intensifier leurs efforts afin d'accroître les possibilités pour d'autres formes d'admission, afin que les personnes en quête de sécurité puissent la trouver en Europe sans devoir recourir à des passeurs et à des mouvements irréguliers dangereux.

Davantage de possibilités en termes de réinstallation et d'autres alternatives sont nécessaires, comme l'utilisation du parrainage privé, de visas humanitaires et de visas étudiants ou de travail. Le HCR est prêt à étudier les conditions pour étendre les programmes de réinstallation et d'autres formes d'admission dans des pays de l'UE.

« La rhétorique anti-étranger se répand à travers toute l'Europe. Il est donc important de nous souvenir que les réfugiés fuient la guerre et la violence comme en Syrie par exemple. Nous devons reconnaître les contributions positives qu'eux et leurs familles apportent à la société dans laquelle ils vivent et qu'ils honorent également les valeurs fondamentales européennes : protéger des vies humaines et les droits humains ainsi que promouvoir la tolérance et la diversité », a déclaré Vincent Cochetel. « La proposition du HCR comprend également des efforts visant à assurer que des programmes robustes pour le soutien à l'intégration nationale soient développés, et que les réfugiés reçoivent l'aide dont ils ont besoin pour contribuer à nos sociétés. »

Haïti : le gouvernement et l'ONU lancent un appel de fonds de 401 millions de dollars



12 mars - Le gouvernement haïtien, les Nations Unies et leurs partenaires ont lancé mercredi à Port-au-Prince un appel de fonds de 401 millions de dollars pour la période 2015/2016 afin de réduire l'extrême vulnérabilité et renforcer la résilience en Haïti.

Remplaçant les appels humanitaires annuels, l'appel s'étend sur deux ans et vise à mobiliser des ressources pour faciliter le processus de transition de l'humanitaire au développement et assurer la continuité de l'aide pour les personnes et les communautés les plus vulnérables, a précisé le Bureau du Coordonnateur résident et humanitaire en Haïti dans un communiqué

de presse.

En tant qu'outil de transition, l'appel de fonds répond à la fois aux besoins aigus et urgents (tels que ceux liés aux déplacements internes, à l'épidémie de choléra, à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, aux risques et désastres naturels), tout en adressant les questions de privation chronique et d'insuffisances structurelles du pays afin de renforcer sa capacité de relèvement.

Les résultats attendus « ciblent directement les personnes et les communautés les vulnérables sans oublier le renforcement des capacités nécessaires au sein des institutions publiques en charge de sa mise en œuvre », a souligné la Représentante spéciale du Secrétaire général en Haïti, Sandra Honoré.

« Un autre aspect fondamental du renforcement de la résilience et du développement en Haïti tient à la stabilisation et à la paix », a ajouté Mme Honoré. « Rien ne peut véritablement être atteint sans stabilité et sans le renforcement de l'état de droit et de la démocratie ».

Il s'agit « de créer les fondations d'un développement durable en Haïti au cours des deux prochaines années », a dit pour sa part le Coordonnateur humanitaire et résident des Nations Unies en Haïti, Peter de Clercq.

L'appel de fonds doit également être présenté vendredi à Genève par M. de Clercq, puis la semaine prochaine aux bailleurs de fonds internationaux à Bruxelles, La Haye, Londres et Oslo.

Somalie : l'envoyé de l'ONU condamne une attaque meurtrière à Baidoa



12 mars - L'envoyé des Nations Unies en Somalie a fermement condamné une attaque jeudi dans la ville de Baidoa, dans le sud-ouest du pays, qui a fait des morts et des blessés parmi des membres des forces de sécurité et des civils.

Nicholas Kay, qui est le Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (ONUSOM), a offert ses sincères condoléances aux familles et aux amis de ceux qui sont touchés par l'attaque.

« Je condamne l'attaque d'aujourd'hui dans la ville de Baidoa. J'ai parlé avec le Président Sharif Hassan Sheikh Adan aujourd'hui et offert mes plus sincères condoléances pour la perte tragique de vies humaines », a-t-il dit dans une déclaration à la presse.

« Nous demeurons résolus dans notre soutien au peuple somalien. Malgré ces atrocités, les Somaliens reconstruisent avec succès leurs institutions gouvernementales et les forces de sécurité avec le plein appui de la communauté internationale », a-t-il ajouté.

M. Kay a promis la poursuite de l'aide de l'ONU, soulignant qu'il allait continuer à travailler pour aider les Somaliens à réaliser leurs espoirs et leurs aspirations en un avenir pacifique et stable.